

CHRONIQUE

Subsidiarité, solidarité et politique du logement. L'impact de la loi Libertés et responsabilités locales.2
Jean-Philippe Brouant

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Dans quelles conditions un adjoint peut-il suppléer le maire pour signer un permis de construire ?7
Conclusions Christian Heu
CAA Paris 5 août 2004, Commune de Gagny

• État

Dans quels délais la Commission nationale d'équipement commercial peut-elle être saisie ?9
Conclusions Rémy Schwartz
CE 11 février 2004, Sarl Centre de jardinage Castelli Nice

Peut-on déposer une nouvelle demande d'autorisation d'équipement commercial après le rejet d'une première ?12
Conclusions Anne-Françoise Roul
CE 15 juillet 2004, Secrétaire d'État aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et aux professions libérales – Collectif interdépartemental pour la valorisation du commerce et de l'artisanat des centres-villes et des centres-bourgs ruraux

Comment faut-il estimer le coût des travaux objets d'une déclaration d'utilité publique ?18
Conclusions Francis Donnat
CE 3 novembre 2004, Ministre de l'Équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer c/ Comité de défense des coteaux de Moirans

Faut-il soumettre à une nouvelle enquête publique la décision de prorogation des effets d'une déclaration d'utilité publique ?21
Conclusions Didier Chauvaux
CE 24 novembre 2004, Commune de Veigné

• Police administrative

Quelle est l'étendue des pouvoirs de police du maire dans les communes riveraines de la mer ?25
Conclusions Terry Olson
CE 15 octobre 2004, SARL « Établissements Botti »

• Domaines public et privé des collectivités locales

Comment faut-il fixer le montant d'une redevance d'occupation du domaine public ?29
Conclusions Laurent Olléon
CE 11 octobre 2004, Prouvoyeur

• Services publics locaux

Quel est le contrôle du juge sur les décisions des communes en matière d'assainissement ?33
Conclusions Jérôme Francfort
TA Orléans 12 octobre 2004, M. et Mme F.-M.

• Fonction publique territoriale

Quel est le sort du personnel d'une association dont l'activité est reprise en régie par une collectivité publique ?37
Conclusions Emmanuel Glaser Observations - Amélie Robineau-Israël et Maud Vialettes
CE 22 octobre 2004, M. L.

Quels sont les pouvoirs du préfet de police de Paris sur la nomination des fonctionnaires des administrations parisiennes ?45
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 25 octobre 2004, Préfet de police c/ Mme de S.

• Collectivités locales à statut particulier

La situation particulière des départements d'outre-mer justifie-t-elle un traitement adapté des chiens errants capturés ?49
Conclusions François Séners
CE 10 novembre 2004, Association Droit de cité

• Élections

Dans quelles conditions le doyen d'âge peut-il lever la séance qui doit élire le président d'une assemblée locale ?52
Conclusions François Séners
CE 10 novembre 2004, Élection du président du Comité des finances locales

• Contentieux des collectivités locales

En cas d'accident survenu au locataire d'un office public HLM, à quel juge demander réparation ?57
Conclusions Jacques Duplat Observations - Florence Nicoud
TC 24 mai 2004, Consorts G.

Le défaut de production du jugement attaqué doit-il nécessairement entraîner l'irrecevabilité de la requête d'appel ?63
Conclusions François Séners
CE 3 décembre 2004, Commune de Rots

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle de registre spécial destiné au signalement d'un danger grave et imminent par un membre du Comité d'hygiène et de sécurité ou par un agent dans une collectivité territoriale75

CHRONIQUES

- Les communes peuvent-elles avoir une politique religieuse ?**78
Rémi Rouquette
- La réforme de la dotation globale de fonctionnement : vers une rationalisation des concours financiers de l'État ?**85
Éric Péchillon

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

- Une région est-elle fondée à demander le remboursement des dotations versées aux groupes d'élus ?**92
Conclusions Jean-Jacques Louis
CAA Marseille 13 décembre 2004, Association de gestion des comptes du secrétariat du groupe Front National du conseil régional PACA

- Une délibération peut-elle fixer de façon générale le taux de l'indemnité versée aux conseillers municipaux bénéficiaires de délégations ?**95
Conclusions Jean-Jacques Louis
CAA Marseille 13 décembre 2004, Commune de Grasse

• Compétences des collectivités locales

- Comment prendre en compte les frais d'obsèques pour la récupération des prestations d'aide sociale ?**97
Conclusions Christophe Devys
CE 5 novembre 2004, Mme L.

• Police administrative

- La décision d'un maire interdisant l'accès à un immeuble en raison de risques d'affaissement porte-t-elle une atteinte grave et manifeste à une liberté fondamentale ?**100
CE 9 décembre 2004, Commune de Béziers

• Domaines public et privé des collectivités locales

- La théorie des mutations domaniales existe-t-elle toujours ?**103
Conclusions Mattias Guyomar - Observations Sébastien Ferrari
CE 23 juin 2004, Commune de Proville

• Fonction publique territoriale

- Quelle est la situation juridique d'un directeur d'office du tourisme ?**111
Conclusions Dominique Commaret
TC 15 novembre 2004, Mme P. c/ Office municipal du tourisme de Carcassonne

- Un accident survenu en mission, mais dans le cadre de la vie courante, peut-il être un accident de service ?** 113
CE 3 décembre 2004, M. Q.

- Le décret du 29 mars 1996 est-il discriminatoire envers les élèves administrateurs de l'INET qui avaient antérieurement le statut de contractuels ?**115
Conclusions François Sénors
CE 15 décembre 2004, M. C.

- Comment assurer la protection du fonctionnaire prévue par l'article 11 de la loi du 13 juillet 1983 ?**118
Conclusions Didier Chauvaux
CE 17 décembre 2004, Ministre de l'Intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales c/ M. B.

- Faut-il tenir compte de l'expérience professionnelle des candidats aux concours de recrutement ?**121
Conclusions Christophe Devys
CE 29 décembre 2004, Mlle P.

- Peut-on évaluer l'aptitude professionnelle des musiciens employés par les collectivités territoriales ?**124
Conclusions François Sénors
CE 29 décembre 2004, M. Z., Syndicat national des artistes musiciens de la Gironde

• Élections

- Une liste de candidats aux élections régionales peut-elle mentionner le nom d'une personne qui n'est pas candidate ?**127
Conclusions Christophe Devys
CE 5 novembre 2004, Élections régionales d'Île-de-France

• Contentieux des collectivités locales

- Le recours contre un refus du bénéfice d'un congé de fin d'activité est-il un litige relevant du tribunal administratif statuant en premier et dernier ressort ?**130
Conclusions Isabelle de Silva
CE 10 novembre 2004, Ministre d'État, Ministre de l'Économie, des finances et de l'industrie c/ M. A.

- Le versement, par la collectivité publique mise en cause, des dommages et intérêts symboliques réclamés par la victime, suffit-il à mettre un terme au litige ?**134
Conclusions François Sénors
CE 29 décembre 2004, M. C.

MODÈLES D'ACTES

- Convention provisoire de mise à disposition des services de l'État**138

CHRONIQUE

Les difficultés liées au transfert des TOS142
Lison Rigaud

JURISPRUDENCE

• Actes des collectivités locales

Quels sont les critères d'un bail emphytéotique administratif ?148
CAA Versailles 27 octobre 2004, Commune d'Épinay-sous-Sénart

Comment le préfet peut-il désormais contester les jugements rendus par les tribunaux administratifs en premier et dernier ressort ?151
Conclusions Jacques-Henri Stahl
CE 29 décembre 2004, Préfet de Corse c/ Mme M.

• État

En s'abstenant de communiquer à un EPCI des informations pertinentes pour déterminer le taux de la taxe professionnelle, les services fiscaux engagent-ils leur responsabilité ?154
Conclusions Hervé Guillou
TA Rouen 16 décembre 2004, Communauté d'agglomération Seine-Eure

• Compétences des collectivités locales

Comment joue la récupération des prestations d'aide sociale en cas de révocation d'une donation et en cas d'assurance-vie ?158
Conclusions Christophe Devys
CE 19 novembre 2004, M. R.

Un maire peut-il demander l'interruption de la desserte électrique d'une construction irrégulière déjà raccordée au réseau ?170
Conclusions François Séniers
CE 29 décembre 2004, Mme D.

• Fonction publique territoriale

Quel est le statut des agents du GRETA ?173
Conclusions Gilles Bachelier
TC 29 décembre 2004, Préfet des Alpes-Maritimes, Mme Aufrère c/ GRETA Tourisme Hôtellerie de Nice et Ministre de l'Éducation nationale

Quel est le juge compétent pour statuer sur le refus d'un agent d'accepter le contrat de droit public proposé en cas de reprise au titre de l'article L. 122-12 du code du travail ?176

Conclusions Jacques Duplat

TC 29 décembre 2004, Préfet de la Moselle, Mme D. c/ Centre hospitalier régional de Metz-Thionville

• Finances publiques locales

Le gouvernement peut-il imposer aux communes des dépenses nouvelles pour la délivrance des passeports ? ..181
Observations Aurélie Robineau-Israël et Maud Vialettes
CE 5 janvier 2005, Commune de Versailles

• Organismes de coopération et de regroupement

Le recours devant le préfet proroge-t-il le délai de recours en matière électorale ?183
Conclusions Didier Casas
CE 29 décembre 2004, M. M.

Un syndicat mixte peut-il adhérer à un autre syndicat mixte ?187
Conclusions Emmanuel Glaser

CE 5 janvier 2005, Société des eaux du Nord, Syndicat professionnel des entreprises de services d'eau et d'assainissement

• Contentieux des collectivités locales

Quel est le juge compétent pour connaître d'une action en réparation liée à une plainte en matière correctionnelle ? ..192
Conclusions Francis Lamy
TC 13 décembre 2004, Haut-Commissaire de la République en Polynésie française c/ M. C. et autres

Le juge administratif est-il compétent pour connaître d'une action contre une commune qui n'a pas affilié un de ses agents au régime de Sécurité sociale ?194
Conclusions Gilles Bachelier

TC 29 décembre 2004, M. L. c/ Communes des Grandvillers, Lavelines, Bruyères, Docelles, Cheniménil, Girecourt-sur-Durbion et Lépanges-sur-Vologne

Un habitant d'une commune a-t-il intérêt à attaquer une décision délimitant le territoire de cette commune ?198
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 5 janvier 2005, M. S.

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

CHRONIQUE

Un socialisme municipal qui ne dit pas son nom
Commentaire de l'article 12 de la loi du 23 février 2005
relatif au développement des territoires ruraux. Jean-
David Dreyfus et Mathieu Noël.....214
Jean-David Dreyfus - Mathieu Noël

JURISPRUDENCE

• Actes des collectivités locales

**Une demande de précisions peut-elle être assimilée
à une demande de transmission d'informations ou
de documents prorogeant le délai de recours ?**.....218
Conclusions Michel Durand
TA Amiens 28 octobre 2004, Préfet de l'Aisne c/ Commune de Tergnier

**Dans quel délai un conseil municipal doit-il être
destinataire des contrats de délégation sur lesquels il est
appelé à délibérer ?**.....222
Conclusions Vincent Rabaté
TA Saint-Denis de La Réunion 8 décembre 2004, M. Fabrice H.
et autres

• Compétences des collectivités locales

**Une commune peut-elle acquérir des terrains situés sur
le territoire d'une autre commune ?**.....225
Conclusions Emmanuelle Prada Bordenave
CE 7 février 2005, Commune de Fos-sur-Mer

• Domaines public et privé des collectivités locales

**Une commune peut-elle disposer librement d'une église
qui n'a pas été formellement désaffectée ?**.....228
Conclusions François Séniers
CE 2 mars 2005, Association Église Saint-Éloi

**Quelles sont les conditions d'attribution des terres
appartenant aux sections de communes ?**.....231
Conclusions François Séniers
CE 11 mars 2005, M. R.

• Services publics locaux

**Comment les préfets doivent-ils attribuer l'allocation
temporaire de logement aux associations et aux CCAS ?**.....234
Conclusions Christophe Devys
CE 2 février 2005, Fédération des associations pour la promotion
et l'insertion par le logement (FAPIL)

• Fonction publique territoriale

**Peut-on mettre fin à un stage avant expiration de sa durée
normale pour insuffisance professionnelle ?**.....238
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 16 février 2005, Commune d'Olivet

• Finances publiques locales

**Le restaurant d'une base de loisirs, propriété d'une
collectivité publique, est-il assujéti à l'impôt foncier ?**.....241
Conclusions Laurent Olléon
CE 10 janvier 2005, Ministre de l'Économie, des finances et
de l'industrie c/ Région Île-de-France

• Organismes de coopération et de regroupement

**La mise à disposition de biens à un EPCI nécessite-t-
elle l'accord des conseils municipaux des communes
membres ?**.....244
Conclusions Denis Besle
CAA Lyon 10 février 2005, Commune de Commelle

**Quels sont les motifs que le préfet peut retenir pour
refuser le retrait d'une commune d'une communauté
d'agglomération ?**.....251
CE 2 mars 2005, Commune de Vedène

• Élections

**À quelles conditions peut-on être candidat aux élections
régionales ?**.....253
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 16 février 2005, Élections régionales de la région Provence-Alpes-
Côte d'Azur

• Contentieux des collectivités locales

**Quelle est la nature juridique du paiement auquel sont
astreints les propriétaires qui ne raccordent pas leurs
immeubles aux réseaux d'assainissement ?**.....258
Conclusions Francis Lamy
TC 13 décembre 2004, Consorts T. c/ SA des Eaux du Nord et
de la communauté urbaine de Lille

**La responsabilité de l'État peut-elle être engagée sans
faute dans le cas d'un dommage causé par un mineur
confié à un organisme sur le fondement de l'article 575
du code civil ?**.....260
Observations Maud Vialettes et Aurélie Robineau-Israël
CE 11 février 2005, GIE AXA Courtage

**Quel est le juge compétent pour connaître d'une faute
des services de l'état civil ?**.....263
Conclusions Dominique Commaret
TC 14 février 2005, M. R. c/ Commune de Saint-Quentin

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

**Convention type de délégation de compétence de six
ans en application de l'article L. 301-5-2 du code
de la construction et de l'habitation (départements)**.....273

CHRONIQUE

La nouvelle motivation des arrêtés municipaux préalables à l'hospitalisation d'office286

Géraldine Chavrier

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

En cas de nouvelle élection du maire, y a-t-il automatiquement nouvelle élection des adjoints ?292

Conclusions Anne-Françoise Roul

CE 14 mars 2005, Élection du maire et des adjoints au maire de la commune de Pignan

Comment contester la désignation par le conseil municipal de ses commissions ?296

Observations Aurélie Robineau-Israël et Maud Vialettes

CE 18 mars 2005, Mme D.

• Actes des collectivités locales

Quelles sont les règles applicables à un contrat d'édition d'un guide municipal ?298

Conclusions Jerry Sainte-Rose Observations - Laetitia Janicot

Cass. civ. 16 novembre 2004, Ville de Meaux c/ Société CIEP

Quel est le juge compétent en cas de litige relatif à un contrat de crédit-bail conclu entre une société concessionnaire d'une commune et une société de financement ?302

Conclusions Anne-Françoise Roul

TC 21 mars 2005, Société Slibail Énergie c/ Ville de Conflans-Sainte-Honorine

• Police administrative

À quelles conditions l'agrément d'un policier municipal peut-il lui être retiré ?306

Conclusions Terry Olson

CE 9 février 2005, Commune de Cagny c/ M. A.

• Domaines public et privé des collectivités locales

Quel est le contrôle opéré par le juge sur le montant de la redevance due par un club de football à la commune pour l'utilisation de son stade ?310

Conclusions Robert Durand

TA Lyon 10 mars 2005, M. Pierre L.

• Travaux publics locaux

Une falaise peut-elle constituer une dépendance d'un ouvrage public ?315

Conclusions Isabelle de Silva

CE 14 janvier 2005, M. S.

• Fonction publique territoriale

La loi du 30 décembre 2004 modifiant l'article 24 du code des pensions est-elle immédiatement applicable ?319

Conclusions Mattias Guyomar

CE 23 mars 2005, M. L.

CE 23 mars 2005, M. J.P.

• Finances publiques locales

Une commune, membre d'un syndicat intercommunal chargé du ramassage et du traitement des ordures ménagères, peut-elle percevoir la redevance d'enlèvement des ordures ménagères ?324

Conclusions Stéphane Verclytte

CE 1er avril 2005, Commune de Flesselles

• Organismes de coopération et de regroupement

Un syndicat intercommunal peut-il transférer la totalité de ses compétences à un syndicat mixte ?329

Conclusions François Sénors

CE 18 mars 2005, Syndicat départemental d'électrification d'Ille-et-Vilaine

• Contentieux des collectivités locales

Peut-il y avoir prise illégale d'intérêt du délégant en cas de délégation de signature ?334

Conclusions Dominique Commaret

Cass. crim. 9 février 2005, Procureur général près la cour d'appel de Bastia, Jules Paul X.

Le déféré préfectoral en référé peut-il être subordonné à l'urgence ?337

Conclusions François Sénors

CE 11 mars 2005, Ministre de l'Intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales c/ Communes d'Avion, de Rouvroy, de Drocourt et de Méricourt

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle de convention de partenariat entre une commune et une société anonyme à objet sportif (SAOS)349

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

CHRONIQUE

Les attributions des collectivités territoriales sur les opérations d'archéologie préventive. Vincent Négri...354

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Les groupes autres que ceux appartenant à l'opposition peuvent-ils bénéficier d'espace dans le bulletin d'information municipale ?359

Conclusions Marie-Christine Gauthier

TA Rouen 24 mars 2005, M. Alain Poilve

• Actes des collectivités locales

Une collectivité locale est-elle tenue de communiquer les consultations rédigées pour elle par son avocat ? ...363

Conclusions Marie-Hélène Mitjavile

CE (Assemblée) 27 27 mai 2005, Département de l'Essonne

CE (Assemblée) 27 27 mai 2005, Commune d'Yvetot

• Compétences des collectivités locales

La procédure de répétition de l'indu exclut-elle l'action en récupération sur donation ?378

Conclusions Christophe Devys

CE 11 avril 2005, Département de l'Allier c/ Maciolak

La loi du 17 janvier 2002 interdit-elle les recours en récupération sur les sommes versées au titre de l'allocation compensatrice en cas de retour du bénéficiaire à meilleure fortune si l'action est exercée antérieurement à son entrée en vigueur ?381

Conclusions Christophe Devys

CE 11 avril 2005, M. A.

• Police administrative

Quels sont les pouvoirs des maires pour déroger aux dispositions préfectorales en matière de bruit ?384

Conclusions Jean-Jacques Louis

CAA Marseille 4 avril 2005, Association PLUCE

• Domaines public et privé des collectivités locales

Comment doit être calculée la contribution des communes aux frais de garderie et d'administration de leurs forêts ?388

Conclusions Stéphane Verclytte

CE 1er avril 2005, Office national des forêts

Quel est le délai de prescription pour les redevances d'occupation du domaine public ?392

Observations Laetitia Janicot

TA Cergy-Pontoise 7 avril 2005, Société d'Édition de Presse S.E.P. 93

• Services publics locaux

Le service de distribution d'eau est-il nécessairement un service public industriel et commercial ?396

Conclusions Jacques Duplat

TC 21 mars 2005, Mme A. c/ Commune de Tournefort

• Fonction publique territoriale

L'article L. 122-12 du code du travail s'applique-t-il à la reprise de salariés d'une association par une commune alors que le transfert serait irrégulier ?401

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 4 avril 2005, Commune de Reichshoffen c/ Mme E.

• Finances publiques locales

Un non-lieu à déclaration de gestion de fait doit-il être rendu en audience publique ?405

Conclusions Procureur général près la Cour des Comptes

Cour des comptes 24 février 2005, Centre hospitalier Georges Mazurelle (Vendée)

L'État est-il tenu de verser à une collectivité l'impôt voté ?408

Conclusions François Séners

CE 15 avril 2005, Ministre de l'Économie, des finances et de l'industrie c/ Commune de Clamart

• Élections

1. Un candidat est-il inéligible pour avoir omis de déclarer le nom du mandataire financier. 2. Un candidat est-il inéligible pour ne pas avoir désigné de mandataire financier alors que sa campagne n'a donné lieu à aucune dépense ou recette ?412

Conclusions Jacques-Henri Stahl

CE 1er avril 2005, Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques c/ M. D.

CE 1er avril 2005, Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques c/ M. G.

• Contentieux des collectivités locales

Une commune est-elle responsable de la faillite d'un club de football qu'elle subventionne ?416

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 16 février 2005, M. B.

Un contribuable peut-il être autorisé à plaider au nom de la commune contre l'implantation irrégulière d'un relais de radiotéléphonie mobile sur un terrain domanial ?419

Conclusions Christophe Devys

CE 11 avril 2005, Syndicat des copropriétaires « Les Comtes Nord »

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

CHRONIQUE

Dématérialisation et preuve: quels enseignements de la jurisprudence administrative pour les collectivités territoriales ?434
Anne Cantéro

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Un adjoint peut-il, en l'absence du maire et du premier adjoint, faire fermer au public un bâtiment recevant du public ?437
Conclusions Gilles Pellissier
CAA Versailles 7 avril 2005, Commune de Draveil

Une délibération réduisant le temps de parole à trois minutes par groupe et imposant la soumission des amendements au maire plusieurs jours avant la séance porte-t-elle atteinte au droit à l'expression des conseillers municipaux ?440
Conclusions Guy Fédou
TA Marseille 17 mai 2005, M. Christian C. et Mme Anne-Marie F.

• État

L'administration peut-elle à la fois refuser le concours de la force publique et poursuivre l'expropriation sur le fondement de la loi Vivien ?443
Conclusions Terry Olson
CE 25 mai 2005, Société Resimmo

• Compétences des collectivités locales

Une commune peut-elle accorder des subventions à des organisations syndicales ?448
Conclusions Emmanuel Glaser - Observations Maud Vialettes et Aurélie Robineau-Israël
CE 4 avril 2005, Commune d'Argentan

• Police administrative

Un maire peut-il refuser de réduire le nombre des sonneries civiles de la cloche de l'église communale ?452
Conclusions Jacques Lepers
CAA Douai 26 mai 2005, Commune de Férin c/ Époux D. et autres

• Domaines public et privé des collectivités locales

Quelles sont les vérifications que le maire doit faire sur le titre d'une personne à demander une exhumation ? ..455
Conclusions François Séners
CE 9 mai 2005, M. R.

• Fonction publique territoriale

1. Un fonctionnaire déchargé de fonction et placé en surnombre a-t-il droit à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires. 2. Comment fixer l'indemnité de résidence d'un fonctionnaire pris en charge par le CNFPT ?460

Conclusions Elydia Fernandez

CAA Marseille 5 avril 2005, M. Daniel L.

CAA Marseille 5 avril 2005, Centre national de la fonction publique territoriale

La consultation du comité médical dispense-t-elle de communiquer son dossier à l'agent licencié pour inaptitude physique ?467

Conclusions François Séners

CE 9 mai 2005, M. C.

• Organismes de coopération et de regroupement

Une commune peut-elle demander au président sortant d'un EPCI de reporter la première réunion parce que le conseil municipal n'a pas désigné ses délégués ?471
Conclusions François Séners

CE S. 1er avril 2005, Commune de Villepinte

Comment calculer « l'attribution de compensation » prévue par l'article 1609 nonies C du CGI ?479

Conclusions François Séners

CE 9 mai 2005, Communauté de communes du bassin de Lons-le-Saunier

Un EPCI peut-il recevoir compétence en matière d'aide à l'enseignement supérieur et à la recherche ?484

Conclusions François Séners

CE 9 mai 2005, Ministre de l'Intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales c/ Commune de Saint-Cyr-en-Val

• Contentieux des collectivités locales

Quel est le fait générateur d'une créance d'une collectivité locale sur l'État ?490

Conclusions François Séners

CE 9 mai 2005, Ministre d'État, ministre de l'Économie, des finances et de l'industrie c/ Commune de Thionville

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

MODÈLES D'ACTES

Contrat pour la concession du service de restauration scolaire du premier degré496

ÉDITORIAL

La Caisse des Dépôts et Consignations partenaire du BJCL

CHRONIQUE

Le nouveau régime des biens sans maître: un moyen pour les communes d'acquérir gratuitement un immeuble..... 510

Philippe Campolo - Alexandre Zago

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

À quels fonctionnaires le président du conseil général peut-il déléguer sa signature ? 515

Conclusions François Sénès

CE 29 juin 2005, Département des Hauts-de-Seine c/ Mme N.

• État

Quel est le contrôle du juge sur les pouvoirs du préfet en matière de salubrité des immeubles ? 520

Conclusions Terry Olson

CE 27 juillet 2005, Ministre de la Santé, de la famille et des personnes handicapées c/ M. G.

• Compétences des collectivités locales

Dans quels cas peut-on retirer l'agrément pour l'accueil à domicile de personnes âgées ? 524

Conclusions Jacques-Henri Stahl

CE 27 juin 2005, Département de la Charente-Maritime

Comment déterminer le domicile de secours en cas de carence des autorités départementales ? 528

Conclusions Jacques-Henri Stahl

CE 27 juin 2005, Mme G. épouse S. et autres

• Police administrative

Peut-on utiliser la procédure de péril pour des désordres dans un bâtiment résultant de l'existence de galeries souterraines ? 532

Conclusions Terry Olson

CE 27 juin 2005, Ville d'Orléans

• Services publics locaux

Comment analyser le refus de renouveler l'agrément d'un appréciateur d'une caisse de crédit municipal ? 537

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 8 juin 2005, Caisse de crédit municipal de Marseille

• Fonction publique territoriale

Dans quelles conditions un nouvel accident peut-il être imputé au service comme rechute d'un accident de travail ? 542

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 22 juin 2005, Hôpital local intercommunal de Morestel

Qui était compétent pour présider les conseils de discipline en 1995 et 1996 ? 545

Conclusions François Sénès

CE 29 juin 2005, Mme M.

• Collectivités locales à statut particulier

Quel est le régime de recours contre les délibérations des communes d'Alsace et de Moselle ? 549

Conclusions François Sénès

CE S. 1er juillet 2005, M. Herrmann, Mme Scheer

• Élections

Quel contrôle le juge électoral opère-t-il sur le caractère de propagande électorale d'extraits d'un bulletin municipal ? 555

Conclusions Jacques-Henri Stahl

CE 20 mai 2005, Élections cantonales de Dijon V

Les frais de restauration d'un candidat et de son équipe sont-ils des frais dont la finalité est l'obtention des suffrages des électeurs au sens du code électoral ? 561

Conclusions Didier Chauvaux

CE 27 juin 2005, M. G.

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle de convention de délégation de service public pour les services aériens 574

CHRONIQUE

Le renouveau du cadre juridique de l'action économique locale (1re partie).....582
Jean-François Joye

JURISPRUDENCE

• Actes des collectivités locales

Quel est le régime juridique des voies privées ouvertes à la circulation publique ?.....590
Conclusions Gilles Bachelier

TC 20 juin 2005, Ville de Tours c/ Mme Guidoux et Syndicat des copropriétaires de la résidence « Les Mouettes »

• État

Une collectivité doit-elle accuser réception d'un recours gracieux formé par le préfet ?.....593
Conclusions Nicolas Boulouis
CE 1er juillet 2005, Ville de Nice

• Police administrative

Un maire peut-il interdire un « sex-shop » ?.....598
CE (ord.) 8 juin 2005, Commune de Houilles

L'homologation des circuits de courses de vitesse doit-elle prendre en compte les atteintes à la tranquillité publique ?.....600
Conclusions Isabelle de Silva

CE S. 1er juillet 2005, M. Abgrall et autres

• Travaux publics locaux

À quelles conditions le juge judiciaire peut-il ordonner la démolition d'un ouvrage public irrégulier ?.....609
Conclusions Jerry Sainte Rose - Observations Laetitia Janicot

Cass. civ. 28 juin 2005, Bartoli c/ Commune de Palneca
Cass. civ. 28 juin 2005, Dabeedin c/ Commune de Cayenne

• Fonction publique territoriale

Quelles sont les obligations d'information en faveur des candidats étrangers aux concours de recrutement ?...614
Conclusions François Sénors
CE 27 juillet 2005, Mme W.

• Organismes de coopération et de regroupement

Comment fixer le rang des vice-présidents d'un syndicat mixte ouvert ?.....618

Conclusions François Sénors

CE 27 juillet 2005, M. Wadoux, Syndicat mixte pour l'aménagement de la côte picarde (SMACOPI)

• Élections

L'appel d'un maire à détourner une élection de son objet entraîne-t-il l'annulation du scrutin ?.....622

Conclusions Nicolas Boulouis

CE 27 juin 2005, Élections cantonales de Thorigny-sur-Marne

1. L'arrêté préfectoral prononçant une démission d'office doit-il mentionner les voies de recours 2. L'article L. 7 du code électoral est-il contraire à la CEDH ?.....625

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 1er juillet 2005, M. O., M. G.

• Contentieux des collectivités locales

La publication au recueil des actes administratifs de la région fait-elle courir le délai de recours ?.....636

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 27 juillet 2005, M. Charles M.

Peut-on suspendre la décision d'un maire autorisant une manifestation publique dans une chapelle sans l'accord du clergé affectataire ?.....643

TA Toulouse (ord. réf.) 3 août 2005, M. l'abbé G. c/ Commune de Massat

CE (ord. réf.) 25 août 2005, Commune de Massat

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle de convention conclue en application de l'article L. 221-1 du code de l'aviation civile pour un transfert définitif d'aérodrome.....651

CHRONIQUES

Eau potable et assainissement: deux services publics à la veille de mutations658

Éric et Yann Landot

Le renouveau du cadre juridique de l'action économique locale (2e partie)668

Jean-François Joye

JURISPRUDENCE

• Organisation générale des collectivités locales

Une commune peut-elle installer sur son fronton un drapeau autre que le drapeau national ?676

Conclusions Francis Donnat

CE 27 juillet 2005, Commune de Sainte-Anne

• Organes des collectivités locales

Le retrait d'une délégation à un adjoint oblige-t-il à se prononcer sur le maintien en fonction de l'adjoint ?680

Conclusions Stéphane Dewailly

TA Melun 24 mars 2005, M. Laurent K. et Mme Dina B.

Des routes étroites et sinueuses justifient-elles la création d'un poste d'adjoint spécial dans un hameau ?

684

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 10 août 2005, Commune de Genolhac

• Actes des collectivités locales

La théorie du mandat apparent est-elle opposable aux contrats de droit privé conclus par les collectivités territoriales ?687

Observations Laetitia Janicot

Cass. civ. 28 juin 2005, Commune de Matoury c/ Société Unimat

• Police administrative

Le maire peut-il faire usage de ses pouvoirs de police générale pour ordonner la démolition d'un immeuble ? 690

Conclusions Terry Olson

CE 10 octobre 2005, Commune de Badinières

• Travaux publics locaux

Quelle est l'étendue du devoir de conseil du maître d'œuvre lors de la réception ?695

Conclusions Nicolas Boulouis

CE 8 juin 2005, Ville de Caen

• Fonction publique territoriale

Comment fixer la durée du travail dans une commune ?700

Conclusions Michèle Le Montagner

CAA Versailles 23 juin 2005, Commune d'Évry

Un fonctionnaire titulaire d'une décharge totale d'activité pour l'exercice d'un mandat syndical peut-il percevoir la nouvelle bonification indiciaire ?703

Conclusions Stéphane Verclytte

CE 27 juillet 2005, Mme M. et autres

Le maire de Paris peut-il déléguer sa signature à son directeur de cabinet ?708

Conclusions François Séners

CE 16 septembre 2005, Ville de Paris

• Finances publiques locales

Les plates-formes de péage et les locaux administratifs des autoroutes urbaines sont-ils exonérés de taxe foncière sur les propriétés bâties ?711

Conclusions Laurent Olléon

CE 29 juin 2005, Communauté urbaine de Lyon

Un emprunt souscrit de façon irrégulière peut-il constituer une dépense obligatoire ?714

Conclusions Laurent Vallée

CE 27 juillet 2005, Commune de Saint-Amand-les-Eaux

• Élections

À quel juge s'adresser pour contester un décret convoquant les électeurs à une élection parlementaire ?717

Conclusions François Séners

CE 16 septembre 2005, M. H.

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Convention constitutive type des groupements régionaux ou territoriaux de santé publique730

CHRONIQUES

Les collectivités locales et les organisations syndicales734
Édouard Crépey

Reprise en régime d'une activité de service public administratif. Sophie Macaire737

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

En cas de renouvellement partiel du conseil municipal, comment faut-il procéder à l'élection des adjoints ?742
Conclusions Isabelle de Silva
CE 27 juillet 2005, Élections de trois adjoints au maire de la commune de Roézé-sur-Sarthe

• Compétences des collectivités locales

Le personnel de la protection maternelle et infantile doit-il être placé sous l'autorité d'un médecin ?746
Conclusions Jacques-Henri Stahl
CE 27 juillet 2005, Département de la Dordogne

La région doit-elle être consultée avant la fixation de la redevance d'infrastructure due à Réseau ferré de France ?749
Conclusions Isabelle de Silva
CE 27 juillet 2005, Région Nord-Pas-de-Calais

• Police administrative

Dans quelles conditions peut être déclaré l'état d'urgence et quelles sont les modalités de son contrôle ?754
CE (ord. réf.) 21 novembre 2005, M. Jean-Charles B.
CE (ord. réf.) 21 novembre 2005, M. René Georges H.
CE (ord. réf.) 14 novembre 2005, M. Frédéric R.

• Domaines public et privé des collectivités locales

Dans quelles conditions les communes peuvent-elles récupérer d'anciennes casernes ?760
Conclusions Jean-François Coënt
CAA Nantes 28 juin 2005, M. Bruno H.

• Organismes de coopération et de regroupement

Une communauté d'agglomération issue de la fusion de deux EPCI doit-elle être d'un seul tenant et sans enclave ?763
Conclusions François Séners
CE 5 octobre 2005, Communauté d'agglomération Garlaban-Huveaune-Sainte-Baume

La dissolution « de plein droit » d'un syndical intercommunal est-elle automatique ?768
Conclusions Stéphane Verclytte
CE 14 octobre 2005, Commune de Pagny-sur-Moselle

• Élections

Une commune peut-elle agir en justice dans un contentieux relatif à l'élection d'un de ses délégués dans un EPCI ?777
Conclusions François Séners
CE 5 octobre 2005, Commune de Saint-Martin-de-Nigelles

Des abus de propagande peuvent-ils conduire à annuler une élection acquise avec plus de 8 % d'écart de voix ?780
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 7 novembre 2005, Élections cantonales d'Aix-Sud-Ouest

• Contentieux des collectivités locales

Une commune engage-t-elle sa responsabilité pour n'avoir pas versé d'allocations pour perte d'emploi à compter du premier jour où un agent a été placé en disponibilité d'office ?784
Conclusions Gilles Pellissier
CAA Versailles 15 septembre 2005, Mme F.

Une commune engage-t-elle sa responsabilité pour avoir retiré une promesse d'engagement faite à une personne, privée de ses droits civiques ?787
Conclusions Gilles Pellissier
CAA Versailles 29 septembre 2005, M. G.

Quel est le juge compétent pour connaître d'une demande tendant à l'expulsion d'un locataire d'une dépendance du domaine privé d'une commune dont le contrat a été résilié ?789
Conclusions Laurent Olléon
CE 14 octobre 2005, Commune de Chantonnay c/ Mme R. et M. P.

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Convention type d'expérimentation de quatre ans en application de l'article 74 de la loi « Libertés et responsabilités locales » pour l'exercice de la responsabilité de la politique de résorption de l'insalubrité de l'habitat et de lutte contre le saturnisme799